

Zeitschrift: Schweizer Erziehungs-Rundschau : Organ für das öffentliche und private Bildungswesen der Schweiz = Revue suisse d'éducation : organe de l'enseignement et de l'éducation publics et privés en Suisse

Herausgeber: Verband Schweizerischer Privatschulen

Band: 61 (1988)

Heft: [5]

Rubrik: VSP-Nachrichten = Informations de la FSEP

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 17.08.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

«Das Spannungsverhältnis Privatwirtschaft – öffentliche Hand sollten wir möglichst vorurteilsfrei und unverkrampft angehen. Auch eine liberale Marktwirtschaft hat einen Staat nötig, der in der Lage ist, die ihm zugewiesenen Aufgaben zu erfüllen. Die durch die öffentliche Hand geschaffene Infrastruktur ist nicht nur für die Bevölkerung, sondern auch für die private Wirtschaft von erheblicher Bedeutung. Denken wir zum Beispiel nur an ein gut funktionierendes Bildungswesen.



Im Bereich dieser Infrastruktur liegen die eigentlichen Aufgaben des Staates. Er schafft so die Rahmenbedingungen, die die Wirtschaft benötigt, um im dadurch geschaffenen Freiraum wirken zu können.

So positiv wir zu diesen staatlichen Kompetenzen stehen, so negativ werten wir Massnahmen, durch die der Staat in diesen Freiraum eingreift und damit die marktwirtschaftlichen Regeln tangiert, stört oder gar verfälscht. Selbst wenn sie nicht effizient

sind, führen staatliche Interventionen in unsere Wirtschaft zwangsläufig zur Einengung des privaten Aktivitätsfeldes, zur Lähmung der privaten Initiative.

Dies gilt auch für den Bildungsbereich. Insbesondere bei der Weiterbildung muss daher die Initiative der Privatunternehmen und der privaten Bildungsinstitute Priorität haben».

J.P. Bonny, Fürsprech
Nationalrat

Contrats de scolarité

La Fédération Suisse alémanique et du Tessin a rédigé des contrats-types, en allemand, pour les situations suivantes:

Contrat pour cours de durée limitée

Contrat d'internat

Contrat d'externat (dit également de formation scolaire)

C'est ce dernier que nous publions, ci-dessous, en traduction française.

Art. 1 Type et durée de la formation
Le contrat est établi conformément aux indications contenues dans le bulletin d'inscription.

Art. 2 Frais de scolarité

1) Augmentation de tarif

Le montant fixé est valable pour un semestre. Une éventuelle augmentation de tarif en cours d'année scolaire doit être annoncée par lettre recommandée au moins 10

jours avant l'échéance de dénonciation prévue au présent contrat.

2) Montants inclus dans les frais de scolarité

Le frais d'enseignement, l'assurance-accidents et la carte d'identité scolaire sont inclus.

3) Autres frais

Toutes les autres prestations sont facturées séparément selon une liste détaillée.

4) Mode de paiement

Les frais de scolarité sont payables par trimestre et d'avance.

Le premier versement avant la rentrée, les suivants avant le début du prochain trimestre.

Art. 3 Dénonciation du présent contrat

1) Durée du contrat

Les rapports contractuels cessent ordinairement à la fin de la formation prévue à l'article 1.

2) Dénonciation normale

Ce contrat peut être dénoncé pour la fin d'un trimestre, par lettre recommandée.

La notification doit parvenir à l'école au moins un jour avant la fin d'un trimestre entier précédent le départ. (soit 1 trimestre + 1 jour)

3) Dénonciation extraordinaire de la part de l'élève et/ou ses répondants

Le présent contrat peut être dénoncé en tout temps moyennant le paiement d'une indemnité. En cas de retrait de l'élève dans les 30 jours précédant le début du cours, les frais de scolarité du premier trimestre sont dus en totalité.

Si le départ intervient pendant les

deux premiers mois d'un trimestre, le trimestre est dû en totalité. Si l'annulation intervient après les deux premiers mois, le trimestre en cours est dû en totalité ainsi qu'une indemnité équivalant à la moitié des frais pour le trimestre suivant.

La raison de ces dispositions repose sur le fait qu'un départ en cours d'année cause un réel préjudice à l'établissement, qu'il est parfois difficile de chiffrer plus précisément de cas en cas. Ce type de contrat devrait éviter à une école d'avoir à démontrer le préjudice subi d'une façon plus précise.

Si un élève n'est pas promu, d'après les normes établies par l'école, le contrat peut être dénoncé sans autre préavis pour la fin d'un trimestre. Les frais de scolarité qui auraient été payés d'avance seront intégralement remboursés.

4) Dénonciation extraordinaire du contrat par l'école.

En cas d'indiscipline grave ou d'un comportement en infraction à la loi ou aux mœurs, l'école est en droit de dénoncer le présent contrat sans préavis. C'est le cas, également pour de graves manquements au règlement interne de l'école, un mauvais comportement dans les cours ou autres activités de l'école, de même que pour des absences répétées et nonmotivées, pour autant que ces divers cas soient mentionnés dans le contrat.

Ce renvoi abrupt ne libère pas l'élève (ses responsables légaux)

d'acquitter en totalité les frais du trimestre en cours.

Art. 4 Paiement des frais de scolarité en cas d'interruption de la fréquentation de l'école.

Les frais de scolarité restent dus selon les conditions prévues à l'art. 3, même si, pendant la durée du présent contrat, l'élève interrompt momentanément ou définitivement sa présence à l'école, sauf en cas de service militaire prolongé, ou de maladie de longue durée ou de décès.

Des interruptions occasionnelles pour cas de maladie ou cours de répétition ne donnent droit à aucune déduction.

Art. 5 Voie légale

En cas de non respect des diverses clauses ci-dessus, les tribunaux civils du lieu d'établissement de l'école sont compétents.

Toutefois, la FSEP recommande préalablement à ses membres, de soumettre les cas éventuels à la commission d'arbitrage de la Fédération Suisse. Cette procédure est en principe gratuite.

Art. 6 Dispositions complémentaires

Les informations contenues dans la documentation de l'école, concernant le règlement de l'école, les absences, les conditions de promotion, l'organisation des examens, font partie intégrante du présent contrat.

Art. 7 Conclusion du contrat

Ce contrat, entre en vigueur dès la signature du bulletin d'inscription par les deux parties.

Congrès de la Fédération Suisse des Ecoles privées

Montreux, 6 mai 1988

Les directeurs des écoles privées se sont réunis à Montreux pour leur Congrès pédagogique.

Le thème du Congrès «Apprendre à écouter», a permis à chacun d'analyser les causes d'une mauvaise écoute et, au travers d'exercices pratiques, d'améliorer sa technique d'approche d'autrui.

A l'occasion du Congrès, les écoles de nos 3 régions linguistiques se sont regroupées en Associations des écoles de maturité, de langues, de commerce et d'aides médicales qui préparent des diplômes communs.

Le Congrès a été honoré de la présence de M. Pierre Cevey, Conseiller d'Etat, chef du Département de l'Instruction Publique et des Cultes du Canton de Vaud, prouvant que les écoles privées sont complémentaires et non concurrentes de l'école officielle.

Steigende Studentenzahlen

Die Anziehungskraft des Hochschulstudiums scheint ungebrochen. Nach Angaben des Bundesamtes für Statistik (BFS) meldeten die schweizerischen Hochschulen im Wintersemester 1987/88 78500 Studierende. Dies sind 2,4% mehr als vor einem Jahr. Besonders hohe Zuwachsraten

verzeichneten die Hochschule St. Gallen für Wirtschafts- und Sozialwissenschaften, die Eidgenössische Technische Hochschule Zürich und die Universität Neuenburg.

Damit ist auch klar, welche Studiengebiete die Renner des Jahres sind: Technik und Wirtschaftswissenschaften liegen im Trend und verzeichnen stark ansteigende Studentenzahlen. Die Befürchtungen, die Jugend habe sich von der Technik abgewandt, werden angesichts dieser Entwicklung zerstreut. Besonders beliebt sind im Wintersemester 1987/88 Materialwissenschaften (+19% im Vergleich zum Winter 1986/87), Mikrotechnik (+13%), Kulturtechnik und Vermessung (+7%), Informatik (+7%), Elektrotechnik (+7%) und Forstwirt-

schaft (+7%). Die Wirtschaftswissenschaften (+9%) und die Betriebsinformatik (+10%) vermögen ohne weiteres mitzuhalten. Die Zahl der im Studienfach Wirtschaftswissenschaften eingeschriebenen Studenten überschritt diesen Winter erstmals die 10000er Grenze.

Rückläufige Studentenzahlen verzeichnen demgegenüber die Medizin und die Sprach-, Literatur- und Kulturwissenschaften, was vor allem jene Hochschulen zu spüren bekommen, welche diese Spezialitäten traditionell besonders pflegen: die Universitäten Basel, Bern, Freiburg, Lausanne und Genf meldeten nur geringes Wachstum oder stagnierende Studentenzahlen.

*Bundesamt für Statistik
Informationsdienst*

Studenten im Wintersemester 1987/88

Stand: 15. 3. 1988

Hochschule	Anzahl Studenten Winter 1987/88	Zuwachs seit Winter 1986/87 in %
Basel	6711	+ 0,5%
Bern	9058	+ 0,6%
Freiburg	5338	- 0,4%
Genf	11354	+ 0,8%
Universität Lausanne	6494	+ 0,9%
Theologische Fakultät Luzern	211	-
Neuenburg	2351	+ 4,2%
Hochschule St. Gallen für Wirtschafts- und Sozialwissenschaften	3507	+ 9,7%
Pädagogische Hochschule St. Gallen	175	-
Universität Zürich	19336	+ 3,7%
EPF Lausanne	3234	+ 2,0%
ETH Zürich	10704	+ 4,3%
Total	78473	+ 2,4%

Steigende Attraktivität des Ingenieurstudiums

Die Zahl der Studienanfänger nahm im Studienjahr 1987/88 (Sommersemester 87 und Wintersemester 87/88) nach zwei rückläufigen Jahren wieder um 2,9% zu. Dieser unerwartete Anstieg dürfte unter anderem auf eine Erhöhung des Anteils der Sofortstudienanfänger sowie auf die Frauen zurückzuführen sein, deren Anteil sich um ein Prozent auf 41,2% erhöhte. Längerfristig ist jedoch infolge der geburtenschwachen Jahrgänge mit weiter sinkenden Studienanfängerzahlen bis Mitte der neunziger Jahre zu rechnen.

Die kürzlich veröffentlichten Studienanfängerzahlen bestätigen, dass der bereits in den vergangenen Jahren feststellbare Trend zu den Ingenieurwissenschaften sich weiter verstärkt hat. Besondere Anziehungskraft ging von den Fachrichtungen der Informations- und Kommunikationstechnologien aus. Die beiden neueren Studienrichtungen Mikrotechnik und Informatik weisen ein Wachstum ihrer Studienanfänger von mehr als 11% gegenüber dem Vorjahr aus. Trotz des starken Zuwachses dieser verwandten Fachrichtungen hat sich die Zahl der Studienanfänger im Studienfach Elektrotechnik, welches im Vorjahr mit 419 Studienanfängern einen Rekordstand erreicht hatte, nur unwesentlich vermindert (-3%). Einen kräftigen Anstieg verzeichnete auch die Zahl der Studenten, die sich für das Studium Maschineningenieurwesen entschlossen haben (+12%). Ge-

samthaft lag das Wachstum der Studienanfänger der vier Fachrichtungen (Elektroingenieurwesen, Mikrotechnik, Informatik, Maschineningenieurwesen) mit 5,6% deutlich über dem Durchschnitt aller Studienrichtungen (+2,9%). Der Anteil an Studienanfängern stieg von 7,2 auf 7,4%.

Nach wie vor sehr gering ist der Anteil an Frauen, die ein Ingenieurstudium ergreifen. Ein steigender Trend ist noch nicht erkennbar. Im vergangenen Studienjahr betrug der Frauenanteil bei den Elektro- und Maschineningenieuren 1,2 bzw. 1,3% und bei der Mikrotechnik 3,1%. Etwas besser – aber immer noch weit unter dem Durchschnitt von 41,2% – schnitt mit einem Anteil von knapp 10% die Informatik ab.

Die Informationsstelle «Ingenieure für die Schweiz von morgen» wertet diese Entwicklung als sehr erfreulich, zeigt sie doch deutlich, dass die jungen Menschen ein vermehrtes Interesse an der Technik haben. Nach Ansicht der Informationsstelle dürfte gerade auch die kritische Auseinandersetzung mit der Technik und mit den Zukunftsproblemen unserer Gesellschaft mehr Maturanden dazu bewegen, technische Fachrichtungen zu studieren. Mittelfristig werde dies zudem auch dazu beitragen, den gegenwärtig akuten Mangel an Ingenieuren zu vermindern.

Kurse und Veranstaltungen

Datum/Date	Fortbildung/Formation continue	Auskünfte/Anmeldung Renseignements/Inscription
6.-10. 6. 1988 Raum Luzern	Didaktik des Französisch-Unterrichtes	Weiterbildungszentrale Postfach 140, 6000 Luzern 4 Tel. 041 42 14 96
23./24. 6. 1988 Sulzer Zuchwil	Das gewandelte Berufsbild des Ingenieurs. Zielgruppe: Akad. Berufsberater der Schweiz	Weiterbildungszentrale Postfach 140, 6000 Luzern 4 Tel. 041 42 14 96
4.-6. 7. 1988 Technorama Winterthur	Technologie im Dienste der Umwelt	Weiterbildungszentrale Postfach 140, 6000 Luzern 4 Tel. 041 42 14 96
4.-6. 7. 88 Fribourg	Berufsethos des Lehrers	Weiterbildungszentrale Postfach 140, 6000 Luzern 4 Tel. 041 42 14 96
2.-6. 8. 88 Wil	Lichtblicke im finsternen Mittelalter für Deutschlehrer	Weiterbildungszentrale Postfach 140, 6000 Luzern 4 Tel. 041 42 14 96
Englischsprachaufenthalte im Langschuljahr		
4.-22. 7. 1988 USA	English in America Chapel Hill North Carolina	Bernischer Lehrerverein Kurssekretariat, Postfach 3029, 3000 Bern 7
3.-7. 10. 1988 England	The Teaching of English at Various Levels in England Newcastle-upon-Tyne	Bernischer Lehrerverein Kurssekretariat Postfach 3029, 3000 Bern 7
Sommeruniversitätskurse in Polen		
18. 7.-7. 8. 1988	französischsprachig in Wroclaw	Nat. UNESCO-Kommission Eidg. Departement für auswärtige Angelegenheiten Eigerstrasse 71, 3003 Bern
25. 7.-14. 8. 1988	deutschsprachig in Krakau	Tel. 031 61 35 52
1.-21. 8. 1988	englischsprachig in Krakau	